

Jean-Christophe Rufin, écrivain au présent

“L'état de guerre est une réponse totalement disproportionnée”

Entretien Alexis Maroy

Invité des Grandes Conférences catholiques, lundi à Bruxelles, Jean-Christophe Rufin était, pour une fois, venu parler de littérature. Il s'est tout de même exprimé sur la réponse apportée par la France après les attentats du 13 novembre. C'est que, ancien médecin et diplomate, longtemps engagé dans l'action humanitaire et désormais académicien, le romancier est profondément ancré dans le siècle. Bien que ses premiers récits se déroulent dans un passé lointain (“L'Abyssin”, “Rouge Brésil”), Jean-Christophe Rufin y “parle du présent”. Depuis, au prisme historique s'est substitué le seul pouvoir de la fiction. Ses livres suivants décrivent des enjeux contemporains, souvent de manière prémonitrice, qu'il s'agisse du terrorisme (“Kataba”), de la liberté dans un Etat sécuritaire (“Globalia”) ou de la guerre aux portes de l'Europe (“Check-point”).

Que peut l'écrivain dans son siècle ?

Dans son roman “Seul dans Berlin”, Hans Fallada raconte la montée du nazisme dans les années 30. Un couple se rend compte de la chape de plomb qui s'installe, même s'ils sont allemands et ne sont pas persécutés. A un moment donné, l'homme écrit sur un bout de papier: “Hitler nous ment.” Il le tend à sa femme et ça va complètement changer leur vie. Ils réalisent que ce geste est la seule liberté qui leur reste. L'homme se met ensuite à semer ces bouts de papier partout dans Berlin, jusqu'à se faire prendre, évidemment. Le livre, bouleversant, montre que cette liberté de lire et d'écrire est la seule dont vous êtes complètement maître.

Cette liberté vous paraît-elle en danger ?

On ne sait pas ce qui peut advenir, mais quand une société se fige et devient totalitaire, c'est un canal qui nous est donné. On n'en est pas là, mais tous ces gens qui continuent à pratiquer la lecture, en France et

ailleurs, cultivent une liberté. Ce sont des gens qui en général ne se laissent pas avoir par les supercheres idéologiques, qui ont pris l'habitude de penser par eux-mêmes.

La France vit sous l'état d'urgence, les frontières européennes se referment. Vous parlez d'une “irruption de l'histoire”, que voulez-vous dire ?
On est en train de changer d'époque à toute allure, c'est absolument étonnant. On a vécu pendant cinquante ans dans l'idée que l'histoire existait peut-être encore, mais qu'elle ne nous concernait plus vraiment. On avait acquis de haute lutte, après des guerres mondiales, la possibilité de vivre en paix. On s'était débarrassé du problème colonial, on avait acquis une prospérité. Il y avait des guerres, mais c'était loin.

“Si on les détruit, on va simplement donner un grand coup de pied dans la fourmière et répandre tout ça partout.”

La guerre en ex-Yougoslavie, que vous évoquez dans “Check-point”, ce n'était pas si loin.

C'était une alerte, mais qui n'a pas eu de conséquence chez nous. Ces guerres étaient lointaines au sens qu'elles ne nous touchaient pas, et la réponse était humanitaire. Aujourd'hui, tout à coup, il y a une effraction: la Syrie, c'est chez nous. Ça détruit complètement la frontière mentale dans laquelle nous vivions, qui était de

dire: il y a nous et les autres. Sous nos yeux, s'opère la dislocation de toute notre représentation. Même la migration a changé.

Que pensez-vous de la réponse apportée par les Etats occidentaux ?

Je ne sais pas trop quoi en penser. L'état de guerre, j'étais tout à fait contre. On a voulu plaquer sur un phénomène nouveau de vieux schémas de la guerre interétatique classique. Les militaires dans les rues ne rassurent que ceux qui croient que ça répond à la question, ce qui n'est pas du tout le cas. Et de toute façon, ce n'est pas soutenable. En bombardant la Syrie, nos dirigeants ont voulu se redonner une posture virile, mais j'attends qu'on m'en démontre l'efficacité. On oublie que les Américains, quand ils sont

intervenus en Irak, ont voulu anéantir, au sens étymologique, tous les sunnites, ceux qui soutenaient Saddam Hussein. Ce sont ceux qu'on retrouve là-bas aujourd'hui. On veut les nier en les écrabouillant mais, à supposer qu'on y arrive, on les retrouvera ailleurs. Ensuite, il y a de petits djihadistes qui viennent se greffer sur ce territoire en décomposition, comme ça a été le cas en Afghanistan. Mais cette partie djihadiste, pour autant qu'on en vienne à bout sur ce territoire, on la retrouvera en Lybie, en Tchétchénie ou ailleurs.

Des djihadistes que vous avez récemment qualifiés de “petits crétins”...

Ces gamins sont d'abord des petits marginaux, un peu délinquants, livrés à eux-mêmes. C'est un peu réducteur, mais il y a de ça. Comme l'a dit Olivier Roy, il s'opère une islamisation de la radicalité, et non l'inverse. La raison pour laquelle j'ai dit ça, c'est que la réponse de l'état de guerre me paraît totalement disproportionnée. C'est leur faire un immense cadeau. Gardons l'échelle des événements. Ce qu'il s'est passé est épouvantable, bien sûr, mais d'un point de vue stratégique, c'est une piqûre sur un éléphant.

La réponse doit être diplomatique ?

Je pense qu'il faut diviser les choses en deux. J'écrirai prochainement sur ce sujet, mais pour moi, au lieu de détruire cet Etat islamique, il faut préserver cette entité dans ce qu'elle a de local, avec les anciens partisans de Saddam Hussein. C'est-à-dire un Etat sunnite, radical certes. Mais ces sunnites, qui ont été humiliés par les chiites et soutenus par les Américains, et qui sont les mêmes qui sont marginalisés par Bachar al Assad en Syrie, ont besoin d'un Etat sunnite, comme les Kurdes ont besoin d'un Etat kurde. Il faut qu'ils aillent quelque part, qu'ils se structurent d'une certaine manière, alors pourquoi les détruire ? Il n'y a pas de population, c'est le désert. Donc laissons-leur ce territoire. Je pense que ce sont les premiers qui vont faire le ménage sur tous ces djihadistes et établiront une certaine forme de régulation. Alors que si on les détruit, on va simplement donner un grand coup de pied dans la fourmière et répandre tout ça partout.

Bio express

- **1952.** Naissance le 28 juin à Bourges.
- **1976.** Après des études de médecine, première mission humanitaire en Erythrée. C'est le début d'une carrière qui le mènera notamment en Afrique, en Amérique centrale et en Asie. Il deviendra vice-président de Médecins sans frontières de 1991 à 1993, administrateur de la Croix-Rouge française de 1994 à 1996, et président d'Action contre la faim de 2003 à 2006.
- **1980.** Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris.
- **1981.** Doctorat en médecine. Il sera ensuite chef de clinique puis attaché des Hôpitaux de Paris.
- **1986.** Premier essai, “Le Piège humanitaire”.
- **1997.** “L'Abyssin”, prix Goncourt du premier roman.
- **1999.** “Les Causes perdues”, prix Interallié.
- **2001.** “Rouge Brésil”, prix Goncourt.
- **2007-2010.** Ambassadeur de France au Sénégal et en Gambie.
- **2008.** Election à l'Académie française.

Jean-Christophe Rufin était l'invité des Grandes Conférences catholiques, sur le thème “Le romancier reflète son siècle”.

JOHANNA DE TESSIÈRES



● Jean-Christophe Rufin était l'invité des Grandes Conférences catholiques, lundi à Bruxelles.

● L'ancien médecin, humanitaire et diplomate doute de l'efficacité de la réponse occidentale à la menace djihadiste.

● Il croit fermement au pouvoir de la fiction comme outil de compréhension du monde.

“Le roman n'a pas dit son dernier mot”

Dans la France rurale de l'après-guerre, Jean-Christophe Rufin a été élevé par un grand-père médecin, qui fut aussi résistant pendant la Seconde Guerre mondiale, ce qui lui valut deux ans de déportation à Buchenwald. Devenu médecin à son tour, il se rend vite compte que la discipline n'est plus “un art, une discipline littéraire même”, comme elle l'était au XIX^e siècle. “Devenue une science”, la médecine est dépourvue de “cette dimension d'engagement” qu'il reconnaissait dans la pratique familiale.

Jean-Christophe Rufin retrouvera cette dimension dans l'action humanitaire, en partant en mission aux côtés de Médecins sans frontières, puis d'autres organisations. Une expérience qui l'amènera à étudier les sciences politiques, pour “comprendre ce qu'on faisait, comprendre les conflits dans lesquels on était engagés. Puis j'ai voulu écrire pour essayer de partager ça”.

Alors qu'on sort d'un siècle littéraire très politisé, ressentez-vous le besoin de réaffirmer cet engagement, par la fiction, ou progressez-vous vers une forme de détachement ?

Il s'agit plus d'une volonté d'éclairage du monde que de transformation. On est à la fin du siècle des utopies, les philosophes ne produisent plus de systèmes, il n'y a plus de romanciers qui mettent leur art au service d'une cause, comme Sartre. Aujourd'hui, il s'agit plus de jeter un regard sur le monde et ses enjeux. Je ne pratique pas une littérature engagée et je m'en méfie même beaucoup. Un roman ne doit pas être un prêche. Ce

qui m'intéresse dans le roman, comme disait Graham Greene, c'est d'“administrer la plus haute justice possible”. Le roman restitue l'ambiguïté, l'ambivalence des choses. Rien n'est ni blanc ni noir, ni bon ni méchant.

Peut-on vous qualifier d'écrivain postmoderne dans ce sens-là ?

Peut-être. Mais nous sommes tous dans cette période postmoderne, complètement éclatée. Je ne suis pas un écrivain expérimental, je me sers d'outils romanesques en cherchant l'efficacité, dans la narration ou dans le partage de l'émotion. En cela je me situe beaucoup plus dans une parenté avec les écrivains anglo-saxons d'aujourd'hui, qui se revendiquent de Balzac, Flaubert ou Dumas, ce qui en France vous fait passer pour l'attardé du coin... Mais je l'assume, je trouve que le roman n'a pas dit son dernier mot, c'est un outil extrêmement puissant. Mais ça reste un combat.

Un combat encore plus important aujourd'hui, celui de montrer le monde tel qu'il est sans le réduire à des discours simplistes ?

Oui, ça reste un enjeu essentiel. Le roman est le seul propos qui permette de s'exprimer dans toutes les nuances de la pensée, et pas uniquement dans les deux minutes et demie qu'on a à la télé. Bien que certains disent aujourd'hui que cet aspect romanesque de description de la société, naturaliste en quelque sorte, est maintenant du domaine de la télé ou du cinéma et que ne reste au roman que le subjectif. Je ne le pense pas. La question de fond, c'est qui raconte les histoires, comment on les raconte et d'où elles viennent. Sous forme littéraire ou audiovisuelle, la fonction de producteur d'histoires reste absolument indispensable.

A.M.